

# Acteurs Territoires en Prospectives

***Des stages de formation «écoute qualitative et prospective» restitués aux habitants, pour impulser des ateliers de citoyenneté au service des projets de territoires ruraux ou des pays.***

## **1. Contexte socio-économique global :**

Face au processus de mondialisation globalisation des échanges, les territoires ruraux se réorganisent.

Après la première vague (maintenant ancienne) de création de syndicats intercommunaux (SIVOM, SIVU..) ont succédé de nouvelles vagues de processus d'inter communalisation toujours plus impliquants : par exemple les communautés de communes ont une fiscalité qui leur est propre. La dernière loi d'orientation et d'aménagement sur le développement durable (LOADT –1999) incite maintenant à la création de Pays à une échelle plus vaste pour pouvoir bénéficier des financements de l'Etat.

Enjeu. Pour compenser l'éloignement des habitants des nouveaux échelons d'organisation où doivent se concerter les projets, la loi (LOADT) rend obligatoire en milieu rural (et facultatif à la ville dans les contrats d'agglomération) la création d'un « conseil de développement » à l'échelle du nouveau Pays où doit être représentée la société civile, notamment la vie associative. Qui fera parti de ces conseils de développement ? Comment former des personnes volontaires, impliquées, compétentes constituant un enjeu pour la démocratie et la dynamique des territoires ;

## **2. Contexte micro-social de l'expérimentation :**

Allier. Le bocage bourbonnais est un bassin de vie rural inclus dans un bassin d'emploi plus vaste comprenant Moulins, Montluçon aux portes de l'Auvergne. Avec ses 98 340 habitants sur 108 communes ( 40% de la superficie de l'Allier et 28% de sa population), le bocage bourbonnais a bénéficié d'un programme Leader II de l'Europe entre 1994 et 1999. Les priorités de ce programme affirmées par le GAL (groupe d'action locale) sont en ordre décroissant : l'ouverture sur l'Europe, la valorisation du patrimoine culturel (pays de la famille des Bourbons), le tourisme, l'agriculture et les services. En raison d'une critique du caractère très institutionnel des démarches de développement local, le président du conseil général a souhaité impulser une transition d'une « intercommunalité de guichets, à une intercommunalité de projets » pour reprendre son expression.

Soit expérimenter une approche plus participative focalisée sur la partie centrale du bocage : les cantons de Souvigny, Bourbon l'Archambault, Le Montet, Herisson, Montmarault. Cette démarche a été confiée à l'association CERER, centre d'étude et de recherche en espace rural, association d'élus ruraux soucieux de mutualiser des méthodes de démocratie participative, dont le siège est à Cebazat, Espace de formation Auvergne, près de Clermont Ferrand. En raison du rôle encore prégnant du canton dans l'histoire du bocage (les cantons se sont constitués à la Révolution contre les arrondissements associés aux grands propriétaires fonciers), il a été décidé de mener une opération « écoute qualitative et prospective » aux habitants restituée canton par canton pour mener une action transversale ensuite.

## **3. Conditions de réalisation de l'expérience :**

Un comité de pilotage a été constitué en 1999 sur chaque canton constitué d'élus et de non élus. Ce comité a défini un échantillon de 70 habitants représentatifs de son canton (classe d'âges, horizons socioprofessionnels, nouveaux arrivants/autochtones). L'association Cerer a organisé cinq stages d'une semaine ouverts à des agents de développement et animateurs associatifs sur toute la France, soit un stage d'écoute qualitative et prospective par canton réalisé par cinq équipes de 15 stagiaires venus

d'ailleurs.

Les cinq restitutions ont eu lieu dans les chefs lieux des cinq cantons, réunissant chaque fois de 100 à 150 habitants. Les restitutions se sont fait sous la double forme intellectuelle et ludique : -ce que vous nous avez dit lors des entretiens individuels sur vos histoires de vie et le vécu de votre territoire, - dialogues de la vie quotidienne : « ce que nous ne serions pas étonnés de voir ou entendre si nous revenions dans cinq à dix ans » (approche de scénarios contrastés).

Le débat en cercle après les restitutions entre les habitants, les élus, les stagiaires ont permis de dégager des thèmes qui faisaient consensus. Des ateliers se sont constitués sur ces thèmes avec des habitants volontaires prêts à s'engager à une réunion en soirée par mois pendant un an, délai nécessaire pour une restitution aux élus du travail de citoyenneté réalisé .

L'évolution des ateliers a amené à une restitution globale pour les cinq cantons : **cinq propositions d'animation territoriale (projets) pour construire un bassin de vie de qualité et accueillant** présentés ci après et en cours de négociation avec les élus.

## 5. Financement de l'opération

- Ressources marchandes

Le financement a été réalisé par le conseil général de l'Allier pour une hauteur de 220 000F pour la première année de la mise en place des cinq stages « écoute qualitative et prospective » restitués, le financement de l'animation des ateliers a été réalisé pendant un an sur les fonds propres du Cerer en attente d'une négociation sur les cinq axes d'animation territoriale et transversale aux cinq cantons proposés.

Ressource non marchande

Le statut de formation des stagiaires venus écouter et construire une restitution peut être appréciée comme une ressource essentiellement non marchande au regard d'un travail qui aurait été réalisé par un cabinet d'étude spécialisé. Plus de 350 entretiens non directifs de deux heures effectués par les stagiaires comme autant de dialogues vrais car non soumis à un enjeu de pouvoir précis (logique de tiers neutre) et préparant des habitants à oser s'exprimer en public, n'auraient jamais trouvé un financement au tarif horaire d'un consultant.

Ressource non monétaire

Tous les lieux de réunion et les heures de bénévolat effectués par les comités de pilotages et les habitants dans les ateliers.

## 6. Chronogramme

Les cinq actions thématiques proposées par les ateliers aux élus pour construire un bassin de vie de qualité et accueillant :

### **A – Intervenir sur l'habitat pour accueillir de nouveaux habitants, c'est déjà agir sur l'emploi.**

C'est le thème qui est apparu après de nombreux dialogues prioritaire **Concevoir un habitat nouveau spécial bocage de qualité correspondant aux aspirations des nouveaux arrivants**, semblait une action prioritaire à mener de manière interdisciplinaire entre "artisans, architectes, banquiers, élus et habitants" avec l'aide du CAUE (Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement). Actuellement les OPAH (opérations programmées d'amélioration de l'habitat) ont saturé l'offre, habiter en bocage devient presque impossible

pour un nouvel arrivant.

Mille habitants en moins sur les cinq cantons lors des deux derniers recensements

(-3,4 %) n'est ce pas de la vie qui s'en va dans un territoire qui a toujours été historiquement terre d'accueil ?

N'est ce pas trois millions de francs de DGF en moins pour animer la vie locale et une fragilisation des emplois dits relationnels de proximité (santé, éducation, environnement, loisirs) qui font 60% des emplois ?

Parallèlement à cette recherche-action interdisciplinaire sur un nouvel habitat de qualité, une proposition a été présentée aux élus sur la constitution d'un **observatoire offre et demande d'habitat utilisant des retraités bénévoles et des passionnés d'Internet**.

Ici comme ailleurs, l'impact des OPAH sur la libération des logements vacants a été faible, pourquoi pas un travail plus fin au contact le plus proche avec les propriétaires **des 2 063 habitats vacants des cinq cantons ?**

### **B – Opération retour des jeunes pour stimuler la vie des entreprises, pour conforter la vie associative**

Dans ce pays bourbonnais, la notion de « famille » s'est révélée très présente au cours des entretiens effectués par les stagiaires.

Pourquoi pas organiser des week-ends festifs avec les jeunes du pays partis depuis plus de dix ans, tels des retours dans la « grande famille bourbonnaise ».

Chacun des six collèges d'enseignement privés et publics ayant leur association d'anciens élèves, ce n'est pas moins de mille lettres qui pourraient partir pour une telle opération.

Au château de Petit Bois, à l'étang de Vieure, au château de Pluvy, ces week-end de retrouvailles bourbonnaises peuvent être autant :

- le prétexte à la vie associative de montrer le meilleur d'elle-même (du festival médiéval de Souvigny, en passant par "le pays d'art et d'histoire" issu de la démarche d'écoute, le festival de jazz, l'inter-randobocage à vélo et à cheval, le petit train en projet, les métiers d'arts, la radio bocage, le théâtre à la ferme, les écomusées ...)

- que d'être un bon prétexte de dialogue avec les entreprises locales (animation économique sur le bassin d'emploi).

A l'image d'opérations retour des jeunes de ce genre réussies en Québec, en Limousin, les élus pourraient bien voir l'intérêt qu'une telle démarche à finalité culturelle et économique peut apporter au bassin d'emploi. Et ceci grâce à une mobilisation essentiellement de type bénévole et citoyenne.

N'y aurait-il pas des liens avec l'opération précédente menée sur l'habitat ?

### **C – Pas de bocage sans agriculteurs**

Un groupe d'agriculture durable déjà en place, associé à un groupe "bienvenue à la ferme" et des actions ponctuelles menées sur la restauration des haies et du petit patrimoine sont autant d'énergies susceptibles de décliner le mot "bocage" comme une « démarche qualité » non plus seulement dans l'habitat, mais dans le paysage et les produits alimentaires.

Vers la création **d'une « maison du bocage », étape vers un parc naturel régional ?**

Autant d'évolutions des mentalités qui répondent davantage d'une culture de processus que d'une culture de procédure.

## **D – Le bocage a-t-il une âme ?**

Seule la confrontation des regards peut en décider :

- Celui d'équipes de collégiens en contrats éducatifs locaux réalisant une exposition photo itinérante sur le bocage.
- Celui des étrangers, installés dans le bocage depuis quelques années, désireux d'éditer en plusieurs langues le : "Bocage, mode d'emploi".
- Celui des collecteurs de mémoire et de savoir (déjà 250 personnes écoutées par l'association mémoire en bocage).
- Celui de l'association 2A 2B Art et Artisanat.
- Celui d'un échantillon de touristes captés sur l'aire d'autoroute de Doyet et livrant leurs toutes premières impressions d'une immersion dans le bocage (signalétique, paysages, bornes d'info, aires d'accueil ...).

Soit cinq sources de regard sur une même réalité vécue dont on peut attendre un débat fécond.

## **E – Des chantiers non concurrentiels pour qualifier des hommes et valoriser des talents**

Il s'agit là d'élargir le champ d'action géographique d'une association existante à Montmarault (l'ADEM) ayant transformé le concept d'insertion en chantiers créatifs aussi bien en intervention sur le patrimoine que sur la création d'événements.

De tels chantiers peuvent naître de nouvelles formes d'organisation mixtes du travail : coopérative d'emploi à temps partagé, groupement d'employeurs, temps choisi, entreprises d'économie solidaire SIC faisant apparaître des richesses et des qualités nouvelles là où la seule logique du marché n'aurait pu le faire. Inviter les initiateurs de ces nouvelles formes d'organisation du travail peut impulser de nouveaux projets.

## **7. Les difficultés rencontrées**

Le financement monétaire venant exclusivement du conseil général , le virement à droite de la majorité du conseil général peut remettre en cause la suite des opérations.

La candidature au programme leader plus est incertaine

Les leaders de droite, malgré le positionnement de Leader II à l'échelle des 108 communes du bocage comme un bassin de vie dont la qualité peut rendre directement service au bassin d'emploi plus large Moulins Montluçon (atout de plus en plus démontré), préféreront peut être créer un Pays autour de Montluçon, un pays autour de Moulins etc. remettant en cause ce début d'approche transversale et participatif sur une identité bocage encore à construire, éloigné de la culture institutionnelle.

## **8. Résultats escomptés**

La construction d'une identité bocage comme un bassin de vie de qualité, fidélisant les nouveaux venus et attirant plus fortement des habitants de la région parisienne à deux heures de voiture par l'autoroute.

Ce sont ces nouveaux habitants (une fois résolu le problème d'un habitat saturé) qui seront vraisemblablement les acteurs les plus actifs de la mise en œuvre d'une offre patrimonial culturelle et touristique en réseau comme le préconisait le programme Leader II mais en sautant des étapes. C'est l'intérêt de la démarche participative et ses cinq propositions de recherche action participative d'avoir inversé quelque peu l'ordre des priorités mis en avant par l'approche institutionnelle .

Autre résultat escompté : par la diversité de ces actions transversales accroître l'inter connaissance à l'échelle intercantonale et former des acteurs de la société civile au futur conseil de développement quand la structuration d'un Pays sera décidée .

Les actions proposées sont des actions à la portée des acteurs de la société civile, elles ne résument pas à elles seules d'autres propositions nécessaires devant être menées par les institutions comme la procédure « pays d'art et d'histoire » du ministère de la culture qui s'est déjà nourri en bocage des résultats de cette démarche, comme d'autres procédures sur la transmission des entreprises artisanales (ATRA), sur la recomposition du commerce (OPCMA), à l'attention des jeunes : contrats lasers, EREF, contrats éducatifs locaux. Toutes ces procédures ( il en existe à notre connaissance pas moins de trente cinq à disposition du milieu rural français) qui ne font pas l'objet de l'expérimentation décrite ici , n'en restent pas moins des outils complémentaires.

## **9. Évaluations**

La capacité de ce territoire à inverser sa tendance au déclin démographique aux incidences directes sur la qualité de vie de proximité. (écoles, services, vie associative...)

Contact : Francois Plassard directeur de projet Cerer

Cerer Espace de formation Auvergne route de Gerzat 63118 Cebazat tel 0670367138

E.Mail : [fplassar@club-internet.fr](mailto:fplassar@club-internet.fr)

Ou association « Acteurs et territoires en prospective » tel 0561992168

## **10. Confrontation des résultats**

Trop tôt dans la durée et compte tenu des obstacles récents rencontrés (changement politique).